



# Revue de presse



Jeudi 12 Octobre 2023



## Services fiscaux : L'apport indéniable de la numérisation

Les services fiscaux vont parachever le processus de leur numérisation qui connaît un état d'avancement accéléré durant ces derniers mois avec un suivi régulier par le ministre des Finances.



## Débats sur la Déclaration de politique générale du Gouvernement : Les grandes avancées de l'Etat social



Les débats sur la déclaration de politique générale du Gouvernement se sont poursuivis sur fond d'escalade des agressions sionistes barbares contre la bande de Ghaza. Des députés portant des écharpes palestiniennes ont condamné, dans leurs interventions, l'agression sioniste barbare contre la Bande de Ghaza et le peuple palestinien.



**ALGÉRIE PRESSE SERVICE**

## **Déclaration de politique générale du gouvernement : des membres de l'APN plaident pour l'amélioration des conditions socioéconomiques des citoyens**

Des membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont appelé, mercredi à Alger, à poursuivre les efforts visant à améliorer les conditions socioéconomiques des citoyens, notamment dans les domaines liés à leur quotidien.

Lors d'une plénière consacrée au débat de la Déclaration de politique générale du gouvernement, présidée par Brahim Boughali, président de l'APN, en présence du Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, et de membres du gouvernement, la plupart des députés ont plaidé dans leurs interventions pour le renforcement des services dans divers domaines en vue d'améliorer les conditions socioéconomiques des citoyens.



### [Économie, climat des affaires, investissements](#)

#### [Ces classements qui propulsent l'Algérie](#)

L'Algérie est classée, plusieurs fois, dans le Top 10 africain dans différents domaines d'activités.

L'Algérie se développe sur plusieurs axes macroéconomiques, au cours de ces deux dernières années, grâce à une politique économique adaptée et judicieuse. Le constat n'est pas celui d'un expert algérien, ou du Premier ministre, ni encore d'un ministre du gouvernement. Ce sont des rapports d'organismes internationaux spécialisés dans certaines filières économiques, financières, entrepreneuriales, etc. Régulièrement, des organismes internationaux spécialisés, toutes disciplines confondues, publient des périodiques de classement des pays dans différentes catégories d'activités. Plusieurs rapports nouveaux viennent confirmer cette progression de l'économie nationale, au moins, dans deux branches distinctes.



## Réforme du secteur financier

### La Bourse pour privatiser des banques

Le CPA et la BDL ont été retenus pour inaugurer un processus inéluctable...

La réforme du secteur financier est en phase d'aborder une étape supérieure où le rôle des banques publiques dans le développement économique se renforce à travers de nouveaux objectifs, en l'occurrence la diversification des services et produits financiers, pour accompagner et renforcer la nouvelle dynamique économique.



## Le débat sur la déclaration de politique générale se poursuit

### Le ton franc des députés

Un député du Mouvement El-Bina a insisté sur l'impératif de suivre méthodiquement le marché.

Les députés ont poursuivi, hier, le débat sur la déclaration de politique générale du gouvernement. La majorité des intervenants ont dénoncé ce qu'ils appellent «la cherté de la vie, la hausse du chômage et l'élargissement du cercle de la pauvreté sous l'effet d'une inflation galopante...». «En dépit d'un budget colossal de plus de 104 milliards de dollars projeté par les autorités publiques pour l'exercice en cours, son impact sur le terrain n'est pas vraiment ressenti ou perceptible», a fait observer un député du Mouvement El-Bina.



## Blida: Portes ouvertes sur les services numériques des impôts

Désormais, les commerçants peuvent effectuer leurs déclarations fiscales à distance. Lors des journées porte ouverte organisées lundi dernier, la direction des impôts locale a présenté la plateforme «Jibayatic» qui permet d'effectuer ladite opération. Ce programme de numérisation a pour but d'améliorer le travail de l'administration.



## Importations : Le marché ouvert aux opérateurs économiques

Les pouvoirs publics viennent de décider d'accorder des licences d'importations à certains opérateurs économiques.

Ces autorisations concernent tous les produits connaissant des perturbations sur le marché national.



## FORUM DU COURRIER D'ALGÉRIE, DÉCRYPTAGE DE L'EXPERT ABDELMALEK SERRAI, SUR LA RELANCE ÉCONOMIQUE EN ALGÉRIE : « Il faut débureaucratiser pour capter les IDE »

Priorité absolue de l'État, la relance économique a été la thématique principale du Forum du Courrier d'Algérie, organisé hier au siège du journal, en compagnie de l'expert en économie, Abdelmalek Serrai.



### المجلس الشعبي الوطني: نواب يطالبون باستدراك النقائص في مختلف القطاعات

طالب نواب من المجلس الشعبي الوطني, اليوم الأربعاء, بضرورة استدراك النقائص الموجودة في مختلف القطاعات بهدف استكمال مشروع بناء الجزائر الجديدة وكسب المزيد من الرهانات.

وارتكزت مداخلات النواب, خلال جلسة علنية خصصت لمناقشة بيان السياسة العامة للحكومة برئاسة, ابراهيم بوغالي, وبحضور الوزير الأول, أيمن بن عبد الرحمان, وأعضاء في الحكومة, على ضرورة تدارك النقائص المسجلة في عدة قطاعات وخصوصا على المستوى المحلي بهدف استكمال بناء الجزائر الجديدة, مثنين في نفس الوقت الجهود المبذولة والإصلاحات التي جسدها الحكومة خلال السنة المنصرمة.



### دخول فرعي BEA في كوت ديفوار وفرنسا حيز الخدمة في هذا التاريخ

كشفت وزيرة المالية، لعزیز فايد، أن دخول فرعي بنك الجزائر الخارجي BEA ، في كوت ديفوار وفرنسا حيز الخدمة قبل نهاية السنة.



### مكاتب الصرف.. هذا موعد تنفيذ النظام الجديد لـ"بنك الجزائر"

أكدت وزيرة المالية لعزیز فايد، أن هناك نظام على مستوى بنك الجزائر بخصوص مكاتب الصرف. وكشفت، وزيرة المالية في تصريح للصحافة، عن الشروع في تنفيذ هذا النظام "خلال الأسابيع المقبلة". المصادقة على نص تنظيمي يسير المكاتب



### فتح باب الاستيراد أمام المتعاملين الاقتصاديين

أفاد متعاملون اقتصاديون، اليوم الأربعاء، أنه تم منح وثيقة التوطين البنكي، للعديد من العلامات والمستوردين.

كما أشار المتعاملون الاقتصاديون، إلى أنه تم منح وثيقة التوطين للعلامة الواحدة "FRANCHISE" للأحذية والملابس. ولمستوردي مواد التجميل، وقطع غيار السيارات، والأواني والأثاث المنزلي والعقاقير والخردوات.



**بعد انتهاء مهلة رئيس الجمهورية.. بيان السياسة العامة يكشف:**

**هذه حصيلة الرقمنة في 11 وزارة**

يكشف بيان السياسة العامة عن معطيات إيجابية بخصوص تقدّم الرقمنة بـ11 وزارة، وهي المالية والعدل والداخلية والسكن والعمل والتربية والتعليم العالي والصيد البحري والتكوين المهني والنقل والري، في حين لم يتطرق البيان إلى تطورات الملف في قطاعات أخرى.



**ثمنوا الإجراءات المتخذة من طرف الرئيس وطلبوا بالمزيد**

**نواب يسانلون الحكومة حول ملفات الدعم والقدرة الشرائية والشغل**

ثمن نواب المجلس الشعبي الوطني الإجراءات التي أقرتها الحكومة لحماية القدرة الشرائية للمواطن، وطلبوا بالمزيد للحفاظ على الطابع الاجتماعي للدولة الجزائرية، كما تساءلوا عن مصير بعض الملفات العالقة في أدرج الحكومة منذ مدة، على غرار قضية مراجعة الدعم الاجتماعي، ورفع التجريم عن فعل التسيير.

Bureaux de change, loi de Finances rectificatif 2023 et avant-projet de loi de Finances 2024

# Les explications de Laâziz Faïd devant l'APN

Sans donner plus de détails ni même fournir quelques chiffres explicites, le ministre des Finances, Laâziz Faïd et à la séance plénière tenue à l'Assemblée populaire nationale (APN), s'est contenté avant-hier de faire une marge déclaration sur l'avant-projet de loi de Finances 2024, sur celle qui l'a précédée à savoir la loi de Finances rectificative 2023 et sur les bureaux de change.

Présentant, avant-hier, les grandes lignes de la Déclaration de politique générale du Gouvernement devant les députés de la nation au siège de l'Assemblée populaire nationale (APN), le responsable et régulateur de la gestion des Finances publiques du pays, en l'occurrence le ministre des Finances, Laâziz Faïd, s'est penché sur l'avant-projet de loi des Finances pour l'exercice 2024, déclarant qu'il «contenait plusieurs mesures visant à améliorer le pouvoir d'achat des citoyens», a révélé le ministre sans fournir plus de détails. Affirmant, lors d'une intervention à la presse faite en marge d'une séance plénière à l'APN consacrée à la présentation et au débat de la Déclaration de politique générale du Gouvernement, que l'avant-projet de loi des Finances pour l'exercice 2024 «visera et apportera à la fois une amélioration nette du pouvoir d'achat des citoyens» et que cet avant-projet de loi des Finances 2024 sera «examiné», très prochainement, par le «Conseil des ministres, voire dimanche prochain», fait état le ministre des Finances, Laâziz Faïd. Selon le ministre, l'avant-projet de loi des Finances pour



Le gestionnaire des finances publiques s'est arrangé de faire des rappels sur les mesures du Gouvernement concernant les bureaux de change, la loi de Finances rectificatif pour l'exercice 2023 et l'avant-projet de loi de Finances pour l'exercice 2024. (Photo : DR)

l'exercice 2024, «comprendra également d'autres mesures pour le financement des projets publics d'investissement», a fait observer le ministre des Finances. Sans fournir le moindre détail sur le montant budgétaire global consacré à la loi des Finances pour l'exercice 2024, Laâziz Faïd est interrogé par la presse sur le montant considérable du budget dans la loi de Finances rectificative pour l'exercice 2023, où le ministre a déclaré que «ce budget est le plus important dans l'histoire du pays et nous en sommes fiers», dira-t-il sans accorder plus de détails. Défendant haut et fort la politique générale du Gouvernement en citant la consécration du plus grand budget historique pour la consolidation du pouvoir d'achat des citoyens et pour le financement des projets d'investissement, Laâziz Faïd a affirmé avant-hier et devant les membres de l'APN, qu'une grande partie du plus grand budget est consacrée à l'amélioration du pouvoir

d'achat des citoyens, tandis qu'une autre partie est dédiée au financement des projets d'investissement», s'est-il défendu. D'autre part, et questionné sur l'investissement extérieur avec, notamment, l'ouverture progressive des Banques algériennes dans le Continent africain et dans le Vieux Continent, l'Europe, la réponse du représentant de l'Exécutif gouvernemental n'a pas apportée du nouveau, puisque le premier gestionnaire des finances publiques s'est contenté de faire un petit rappel sur les prochaines dates de l'entrée en service des succursales de la Banque extérieure d'Algérie (BEA) en Côte d'Ivoire et en France, où Laâziz Faïd a affirmé que cela interviendra «avant la fin de l'année en cours», répond-t-il à la presse et en marge de la séance plénière au siège de l'APN. Sans fournir d'autres explications concernant l'ouverture prochaine des deux futures Banques de la BEA en France et en Côte d'Ivoire,

la déclaration du ministre des Finances est restée dans ses limites. Par ailleurs, répondant à une question à propos des bureaux de change, Laâziz Faïd a fait état d'un système au niveau de la Banque d'Algérie qui «sera mis en œuvre dans les prochaines semaines», répond le ministre des Finances sans porter plus de clarté sur cette question pertinente. En résumé, le ministre des Finances, Laâziz Faïd, a été très court avant-hier dans ses déclarations et lors de son exposé accordés à la séance plénière consacrée à la présentation et débat de la Déclaration politique générale du Gouvernement, où le gestionnaire des finances publiques s'est arrangé de faire des rappels sur les mesures du Gouvernement concernant les bureaux de change, la loi de Finances rectificatif pour l'exercice 2023 et, enfin, l'avant-projet de loi de Finances pour l'exercice 2024.

Sofiane Abi

## DÉBATS AUTOUR DE LA DÉCLARATION DE POLITIQUE GÉNÉRALE DU GOUVERNEMENT

# Les questions locales prennent le dessus

*Entamés avant-hier mardi en début d'après-midi, les débats autour de la déclaration de politique générale du gouvernement se sont poursuivis, hier mercredi, avec une propension des intervenants à se focaliser plus sur des préoccupations locales.*

**Mohammed K. - Alger (Le Soir)** - Alors qu'elle affichait complet avant-hier mardi lors de la présentation par le Premier ministre de la déclaration de politique générale de l'exécutif dont il assure la coordination, la salle des plénières de l'Assemblée populaire nationale était presque vide avec une très faible présence des députés pour poursuivre les débats autour du texte qui, pourtant, revêt de l'importance. Une insignifiante assistance doublée, par ailleurs, d'interventions quasi majoritairement centrées sur des préoccupations locales des députés. Ce qui a fait dire à un député auquel nous avons fait ces remarques que ses collègues parlementaires sont «hors champ», assurant que des députés «n'avaient pas suffisamment» eu de temps pour lire le volumineux document remis pour certains, selon lui, «le jour-même de sa présentation par le Premier ministre.

Autre remarque relevée à ce deuxième jour de ces débats, une salve de critiques menées notamment par les parlementaires du Mouvement El Binaa émergeant dans l'allégeance et le Mouvement

de la société pour la paix qui se réclame comme unique force d'opposition au sein de la Chambre basse du Parlement.

C'est dans ce sillage qu'il faut inscrire le propos d'un député d'El Binaa à propos de la toute récente rentrée scolaire qui, selon lui, était loin de se dérouler dans les meilleures conditions. Il étayera son «appréciation» par le phénomène de la surcharge des classes, de la double vacation au niveau de nombre d'établissements scolaires en sus d'autres établissements dans un état de délabrement, accompagnant ses propos par des photos qu'il a exhibées montrant des sanitaires «infréquentables». Un autre député du même parti a mis le doigt sur certains secteurs qu'il n'a pas nommés, qui, selon lui, n'ont pas été à la hauteur «en termes de vitesse d'exécution» des engagements du président de la République. Et cela, regrette-t-il, «pas faute de volonté ou d'enveloppes financières allouées».

Un député du MSP, tout en louant les efforts consentis en matière de consolidation de la nature sociale de l'État, s'est interrogé sur la «chereté» des produits



Photo : CIR

de large consommation, la «détérioration» du pouvoir d'achat et le «chômage». Il réclamera aussi «plus d'équipements et de moyens» pour les collectivités locales à l'effet, a-t-il expliqué, d'assurer l'hygiène.

Pour sa part, un autre intervenant a plaidé pour une politique sociale à «long terme» afin, selon lui, «d'éviter les problèmes récurrents liés à la spéculation et à l'instabilité des prix des produits de large consommation». Une inflation en lien direct avec le pouvoir d'achat et la cherté des prix des produits de large consommation et des légumes. Une cherté dont, a-t-il affirmé, «nous ignorons les motifs». Selon lui, le ministère du Commerce «devrait intensifier les

mécanismes de contrôle afin de maîtriser le marché et freiner l'anarchie qui y règne».

Concernant la lutte contre le chômage et son corollaire, l'emploi, un député a plaidé pour une politique à long terme pour, selon lui, «avoir une vision plus claire sur la problématique de l'emploi et la politique sociale de manière générale».

Pour rappel, les débats auxquels pas moins de 337 députés se sont inscrits devront se poursuivre aujourd'hui jeudi, après-demain samedi et le lendemain dimanche avant que le Premier ministre ne réponde, lundi, aux interrogations des membres de la Chambre basse du Parlement.

M. K.

EXAMEN DE LA DÉCLARATION DE POLITIQUE GÉNÉRALE  
DU GOUVERNEMENT À L'APN

# Le pouvoir d'achat et la hausse des prix au cœur des débats

● Les députés, qui sont intervenus hier lors des débats sur la Déclaration de politique générale du gouvernement, ont évoqué notamment les questions liées au pouvoir d'achat et à la hausse des prix des produits alimentaires.

Les interventions des députés lors des débats autour de la Déclaration de politique générale du gouvernement, présentée mardi à l'APN par le Premier ministre, Aïmeche Benabderrahmane, étaient axées sur les questions liées au pouvoir d'achat, la flambée des prix des produits alimentaires, les pénuries des produits de large consommation, la surcharge des classes, le chômage et la crise du logement. Plusieurs élus ont expliqué que la Déclaration de politique générale du gouvernement est globale et traduit les préoccupations du président de la République, mais le problème, selon eux, n'est pas le contenu, mais son application sur le terrain. «*La réalité du terrain est tout autre. Le Parlement ne cesse de parler des pénuries et de la cherté des produits de première nécessité. Jusqu'à quand ? Le citoyen n'est pas satisfait du rendement de l'Exécutif. Écoutez le cri de détresse de la population, qui n'est nullement satisfaite du rendement de l'Exécutif*», lance un député indépendant. Mohamed Khalassi du Mouvement pour la société et la paix (MSP) estime que les efforts ainsi que le travail accompli par le gouvernement jusque-là étaient importants, mais il est souhaitable que tout cela ait un impact direct sur le citoyen. «*Les chiffres contenus dans le document sont une évaluation de l'action du gouvernement pendant une année. Ce ne sont que des chiffres. Quel est l'intérêt de cette évaluation si celle-ci n'est pas liée à l'objectif visé et sa réalisation ?*» s'est interrogé le député, qui pense que les actions menées par le gouvernement n'ont pas atteint les objectifs voulus. «*Un grand travail reste à faire. Ces chiffres ne sont malheureusement pas ressentis par le citoyen sur le terrain*», regrette M. Khalassi, qui cite l'exemple du pouvoir d'achat qui s'est gravement effondré face à la hausse des prix. «*Le marché n'est pas maîtrisé et la crise s'est généralisée, passant du lait et de la semoule à d'autres produits, y compris les médicaments. Nous n'avons*



De nombreux députés ont soulevé, hier au cours de leurs interventions, des questions liées aux préoccupations des citoyens

pas encore pu offrir aux citoyens le logement décent. Il faut trouver une solution à ces problèmes», insiste-t-il. Un parlementaire indépendant récuse l'idée de «complémentarité», avancée par le Premier ministre, entre le Parlement et l'Exécutif.

## «ÉTABLIR UNE POLITIQUE SOCIALE À LONG TERME»

«Comment peut-on parler d'un contrôle parlementaire, lorsque le député qui a un mandat national est ignoré, c'est bien beau de parler de complémentarité, mais sur le terrain, le député rencontre occasionnellement les ministres», regrette l'intervenant, qui estime que la responsabilité de cette situation n'incombe pas uniquement au gouvernement, mais aussi au député, qui jouit d'un statut, mais qui ne l'utilise pas pour arracher ses droits.

De son côté, le vice-président de l'APN, Salim Zantat, pense qu'il est important d'«établir une politique sociale à long terme afin d'éviter les problèmes liés à la spéculation et à l'instabilité des prix des produits de large consommation». «Le Premier

ministre a présenté les grands axes de la politique générale, mettant en exergue les plus importantes réformes. Cependant, notre souci est le pouvoir d'achat et la cherté des produits de large consommation et des légumes, dont nous ignorons les causes», avance le député, qui demande au gouvernement d'agir et de mettre un terme à la spéculation. Le ministère du Commerce, selon lui, devrait «intensifier» les mécanismes de contrôle afin de maîtriser le marché et freiner l'anarchie qui y règne. Evoquant la politique de lutte contre le chômage, M. Zantat insiste sur la mise en place d'une politique «s'étalant sur une décennie, pour avoir une vision plus claire sur la problématique de l'emploi et la politique sociale de manière générale». En ce sens, il rappelle l'«impératif» de la carte de subvention censée être orientée vers les familles nécessiteuses. Concernant le secteur de la santé, plusieurs élus ont fait état d'«insuffisances», et ce, en dépit des enveloppes budgétaires dédiées à ce secteur. «Les prestations de services demeurent en deçà des attentes du citoyen. J'espère qu'on relancera les

assises de la santé afin de prendre en charge tous les problèmes que connaît le système national de santé», insiste M. Zantat. Salim Taboub du MPS ne nie pas que le document du gouvernement comprend des points positifs, mais aussi des points négatifs. «On a relevé notamment le manque de chiffres. Pour évaluer un plan d'action d'un gouvernement, on doit se référer aux objectifs tracés par le gouvernement, or le document ne fait pas référence à cet aspect», fera-t-il remarquer. Aussi, il estime que la numérisation du secteur des finances n'«avance pas», plus particulièrement les impôts et les douanes. Pour lui, le plus important est d'essayer, à l'issue des débats, de cerner les contraintes ayant empêché la concrétisation de certains objectifs. Enfin, un parlementaire a proposé à ses pairs un projet de loi criminalisant la normalisation avec l'entité sioniste. Le président de l'APN a soutenu qu'il a déjà reçu une demande dans ce sens et que le bureau de l'Assemblée a rejeté cette proposition car «les Algériens ne reconnaissent même pas cette entité».

Nabila Amir

تعليمية أرسلتها وزارة المالية لمديري الميزانية الجهويين

## هكذا يتم تحصيل أموال المركبات المصادرة في قضايا الفساد

● يخصه، بالتطبيق الصارم لمحتوى هذا المقرر.

وجاءت التعليمية الأخيرة بعد سلسلة من القرارات والمراسلات والمراسيم التنفيذية التي أصدرتها الحكومة في إطار الحرب التي تشن على قضايا الفساد التي مست أجهزة الدولة، خلال السنوات الأخيرة، أين تم مصادرة الكثير من الأملاك والأموال، بما فيها المركبات التابعة للمؤسسات العمومية والإدارات، على غرار المرسوم التنفيذي رقم 21-22 المؤرخ في 6 جوان 2021 المتضمن تنظيم الإدارة المركزية لوزارة المالية، والمرسوم التنفيذي رقم 11-14 المؤرخ في 16 سبتمبر 2021، الذي يحدد كيمييات سير حساب التخصيص الخاص رقم 152-2 الذي عنوانه "الصندوق الخاص بالأموال والأملاك المصادرة أو المسترجعة في إطار قضايا مكافحة الفساد"، وأيضا القرار المؤرخ في 30 نوفمبر 2021، الذي يحدد مدونة إيرادات ونفقات حساب التخصيص الخاص المعدل والمتمم بمقتضى القرار المؤرخ في 30 نوفمبر 2021، الذي يحدد كيمييات متابعة وتقييم حساب التخصيص الخاص رقم 152-2 الذي عنوانه "الصندوق الخاص بالأموال والأملاك المصادرة أو المسترجعة في إطار قضايا مكافحة الفساد".

حسام حريشان

شددت الحكومة الرقابة على الأموال المسترجعة في إطار مكافحة الفساد، بما فيها عائدات بيع المركبات التابعة للمؤسسات والإدارات العمومية التي تم مصادرتها بموجب أحكام قضائية، حيث أنشأت صندوقا خاصا يتوجب على جميع المراقبين الميزانياتيين التابعين لمديريات المالية صب عائدات بيع هذه المركبات فيه.

رأسلت وزارة المالية المديرين الجهويين للميزانية في تعليمية حديثة، تحوز "الخبر" على نسخة منها، من أجل إمداء تعليمات للمراقبين الميزانياتيين لتحويل المبالغ الناتجة عن بيع المركبات المسترجعة في إطار قضايا الفساد، إلى حساب التخصيص الخاص رقم 152-302 (الصندوق الخاص بالأموال والأملاك المصادرة أو المسترجعة في إطار قضايا مكافحة الفساد). ونصت التعليمية على ضرورة أن تتضمن العقود المبرمة لغرض اقتناء المركبات المصادرة أو المسترجعة في إطار قضايا مكافحة الفساد، في شقها المتعلق ببند الدفع، وشددت التعليمية الممضاة من طرف المدير العام للميزانية بوزارة المالية، على تكليف كل من الأمرين بالصراف والمراقبين الميزانياتيين والمحاسبين العموميين المعنيين، كل قيما

## في مناقشة بيان السياسة العامة للحكومة التزام حكومي بآلية العمل الرقابي

### ■ لا مديونية.. والحفاظ على سقف مقبول من احتياطي الصرف

الالتزام بالعمل الرقابي. وأتى على تضمين وثيقة بيان السياسة العامة الكثير من التفاصيل والأرقام والمؤشرات التي تتعلق بتقييم الحياة الاقتصادية والإصلاحات التي باشرتتها الحكومة. تنفيذًا لالتزامات رئيس الجمهورية، والهادفة إلى إصلاح الحياة الاقتصادية والاجتماعية.

ويقول بوطيبيق: «ما هو مؤكد أن النقائص والمواقف التي تكلم عنها الوزير الأول، راجعة إلى ظروف مرت بها الجزائر، على غرار كل دول العالم أثناء جائحة كورونا وما خلفته من تداعيات، والدولة تحمّلت تبعات وأعباء كبيرة حفاظًا على مستويات الأسعار وكرامة المواطنين».

ويشير النائب إلى نتائج واستمرارية في ضبط المالية العمومية، من خلال ضبط واردات البلاد، والحفاظ على العملة الصعبة وهذا يحسب للحكومة مقارنة ما كان عليه الوضع في السابق، من حيث الاستهلاك الكبير للمال العام، خاصة ما تعلق باحتياطي الصرف والاستيراد العشوائي.

### علاقة البرلمان بالحكومة

من جانب آخر، يُبرز بوطيبيق أن النواب كسلطة تشريعية يُشجعون العلاقة بين البرلمان والحكومة، وآليات العمل الرقابي «الحكومة تلتزم للمرة الثانية ببيان السياسة العامة الذي يناقش من قبل أزيد من 300 متدخل، وهذه دلالة على تمسك الحكومة بالعمل الرقابي».

وفي تمصيله لمحاو هامة تضمنتها الوثيقة، أشار المصنر إلى رفع التجميد عن كثير من المشاريع والإنجازات في قطاعات كثيرة، منها السكن، العمل، مراجعة سلم الأجور والعلاوات والمنح، ويضيف «وبالتالي هناك جهود وأموال ضخمة لتقوية الجبهة الاجتماعية، الحكومة عازمة أكثر من أي وقت على بناء قواعد اقتصادية واضحة».

وفي مداخلة، أبرز النائب عن الجالية الوطنية بالخارج خديم رابع (حركة مجتمع السلم)، أن مخطط عمل الحكومة يعتبر المرجع الرئيسي في المقارنة وتقييم بيان السياسة العامة. وأثار في تدخله مسألة تفعيل دور مؤسسة مسجد باريس، خاصة لما يتعلّق الأمر بقضايا الإسلام والمسلمين، من حيث التعبير عن انشغالاتهم، داعيًا إلى ضرورة أن يكون لهذه المؤسسة التمثيل والدور اللازمين.

خاض نواب المجلس الشعبي الوطني، بالنقاش في محاور هامة تضمنتها بيان السياسة العامة للحكومة، في اليوم الثاني من الجلسات الملتية، من منظور يأخذ بعين الاعتبار ظروفها محلية ودولية، وسياسة إصلاحات تشريعية وترسانة إجراءات باشرتتها البلاد على أصعدة كثيرة، إلى جانب مواصلة الحكومة التزامها بآلية العمل الرقابي تجاه السلطة التشريعية.

### رضا ملاح

القراءة العامة لوثيقة بيان السياسة العامة للحكومة، برأي متابعين، تستدعي التذكير بالطرف الدولي الذي يطبعه ركود اقتصادي وتواصل آثار الأزمة الاقتصادية العالمية، مع لجوء دول إلى تشديد السياسات النقدية، ما يكرس ضبابية وعدم وضوح في الاقتصاد العالمي، وفق النائب عبد القادر شابتي (التجمع الوطني الديمقراطي)، في مداخلته.

وحسب شباني، هناك عوامل كانت لها تأثيرات مباشرة وغير مباشرة على كافة دول العالم، بما فيها الجزائر، غير أن السياسة الحذرة والقراءة الجيدة لما يجري من تحولات دولية - يقول شباني- مكن الجزائر من الحفاظ على استقرار المقدرات المالية.

### لا مديونية.. والحفاظ على احتياطي الصرف

وإلى جانب تجسيد إنجازات، مثل عدم اللجوء إلى المديونية الخارجية، والحفاظ على سقف مقبول من احتياطي الصرف، يتابع النائب، شُهير إلى أنه لم يتم إقرار أي ضريبة إضافية على المواطن، عكس كثير من الدول التي لجأت إلى المديونية الخارجية لحماية اقتصادياتها من الانهيار..

وتحدث المتدخل عن انشغالات وصفها بالمهمة، لها علاقة بدفع الاستثمار، لا يزال مستثمرون ينتظرون تطبيق الإجراءات الجديدة والحوافز التي حملها قانون الاستثمار، متسائلًا عن مصير مشروع ميناء الحمداية بشرشال الذي ينتظر أن تكون له أهمية بالغة لاقتصاد البلاد.

من جانبه، يُسجل النائب قاتح بوطيبيق عن جبهة المستقبل، نقاطًا تحسب للحكومة في

## تقديرات هيئة تجمع النقد الآلي

# 2.44 مليون عملية دفع إلكتروني في 8 أشهر

• أكثر من 114 مليون عملية سحب على جهاز الصراف الآلي خلال ثمانية أشهر بقيمة 2157.539 مليار دينار

بلغ عدد عمليات الدفع عبر أجهزة الدفع الإلكتروني، أكثر من 2.44 مليون عملية، خلال الفترة الممتدة ما بين جانفي ونهاية أوت 2023، حسب ما رسدته استنادا إلى معطيات هيئة تجمع النقد الآلي، بقيمة فاقت 19 مليار دينار جزائري.



### حفيظ سواليلى

• قدرت عدد العمليات بأزيد من 1.7 مليون عملية، خلال السداسي الأول من السنة الجارية، بقيمة تناهز 14 مليار دينار جزائري.

ووفقا للبيانات الخاصة بتجمع النقد الآلي، فإن العدد الإجمالي لأجهزة الدفع الإلكتروني المشغلة إلى غاية نهاية أوت 2023، كانت تقدر بـ 50.848 جهاز، مقابل خلال السداسي الأول من السنة 49.916 جهاز ومقابل 2022.

جهاز مع نهاية سنة 2022، ووصل عدد بطاقات الدفع الإلكتروني المتداولة، حسب نفس المصدر، إلى 15.495.185 بطاقة، إلى نهاية أوت 2023، منها 11.719.139 بطاقة ذهبية و3.604.588 بطاقة خاصة ما بين البنوك و171.458 بطاقة أعمال، مقابل 15.371.853 بطاقة، إلى نهاية جويلية 2023، منها 11.597.329 بطاقة ذهبية خاصة ببريد الجزائر، و3.603.494 بطاقة بنكية و171.030 بطاقة بنكية للأعمال.

أما بخصوص نشاط الدفع عبر الأنترنت، وفي الفترة من 2016 إلى أوت 2023، تم إحصاء نحو 30.030.178 عملية دفع عبر الأنترنت، وقد كانت تقدر إلى نهاية جويلية بنحو 28.314.349 عملية دفع عبر الأنترنت خلال الفترة الممتدة ما بين جانفي ونهاية أوت 2023، حيث سجل حوالي 8.072 مليون عملية، بينما بلغت خلال فترة جانفي وجويلية 2023، حوالي 6.356 مليون عملية، منها 4.807 مليون عملية خاصة بالاتصالات، وبلغت قيمة التعاملات 15.038 مليار دينار جزائري، وكانت خلال السداسي الأول من 2023، قد فاقت 5.5 مليون عملية بمبلغ إجمالي يفوق 12,3 مليار دج، موزعة على

عمليات تحويل الأموال عبر الهاتف 6.6 مليون عملية بقيمة تفوق 85 مليار دج، كما فاق العدد الإجمالي لمعاملات السحب على جهاز الصراف الآلي ما بين جانفي ونهاية أوت 2023، 114.062 مليون معاملة بقيمة 2157.539 مليار دينار، بينما بلغت خلال السداسي الأول من 2023، 85.7 مليون معاملة بقيمة تفوق 1600 مليار دج، فيما ارتفع العدد الإجمالي لأجهزة الصراف الآلي إلى 3768 جهاز، مقارنة بـ 3640 مع نهاية 2022، وبلغ عدد شبكات الدفع الإلكتروني إلى نهاية أوت 2023 نحو 3770 جهاز مقابل 3640 جهاز إلى نهاية 2022، للإشارة، فإن تجمع النقد الآلي أنشئ في جوان 2014، ويتكون من 18 بنكا بالإضافة إلى بريد الجزائر، فيما يساهم فيه بنك الجزائر كعضو غير منخرط للتأكد من مدى تطابق المنظومات ووسائل الدفع والمعايير المطبقة في هذا المجال للتنظيم الساري.

شركات الهاتف النقال، الخطوط الجوية الجزائرية وشركات التامين. للإشارة، فقد وصل العدد الإجمالي لعمليات الدفع عبر الأنترنت منذ إطلاق هذا النظام في 2016 وإلى غاية جوان 2023 إلى أزيد من 27 مليون معاملة، بقيمة تناهز 49 مليار دج، وبخصوص عمليات الدفع عبر الهاتف النقال إلى نهاية أوت 2023، فقد قدرت بـ 23.431 مليون عملية، بقيمة 16.537 مليار دينار، وإلى نهاية جويلية 2023، فقد بلغت 19.867 مليون عملية بقيمة 14.085 مليار دينار وعمليات تحويل الأموال عبر الهاتف بلغت 8.309 مليون عملية، بقيمة 127.547 مليار دينار، بينما بلغت إلى نهاية جويلية 2023 نحو 7.936 مليون عملية بقيمة 104.402 مليار دينار.

نشاطات الاتصالات، النقل، التامين، الفواتير، الخدمات الإدارية، الخدمات، بيع السلع والرياضة والترفيه. وكان قطاع الاتصالات الأكثر نشاطا في الدفع على الأنترنت خلال السداسي الأول من 2023، بأزيد من 4.1 مليون عملية، مقابل أزيد من 464 ألف عملية لقطاع الرياضة والترفيه، بينما بلغت عمليات قطاع الاتصالات في جويلية 678.358 عملية في حين تم تسجيل 444 ألف عملية خدمات، قرابة 150 ألف عملية لقطاع النقل، أزيد من 281 ألف عملية للفواتير، أزيد من 21 ألف عملية بيع سلع، حوالي 16 ألف عملية لشركات التامين و4522 عملية خدمات إدارية. في هذا الإطار، يحصني التجمع 379 تاجر "ويب" إلى نهاية أوت 2023، مقابل 370 "تاجر ويب" منخرط في نظام الدفع الإلكتروني البنكي، في السداسي الأول من 2023، بما فيها سونلغاز، اتصالات الجزائر، الجزائرية للمياه،



وزارة المالية  
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

⚡ Avez-vous des questions?  
Contactez nous sur :

✉ [dc@mf.gov.dz](mailto:dc@mf.gov.dz)

☎ Poste: 2784

[www.mf.gov.dz](http://www.mf.gov.dz)



@MFinance\_dz



f

@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES  
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger